

prix du pétrole brut. Vraisemblablement, le cartel détient une excellente position stratégique pour influencer sur les prix lorsque la demande de pétrole brut de l'OPEP égale ou dépasse sa capacité de production. *À l'heure actuelle, l'OPEP fonctionne à 82 % de sa capacité. Selon les prévisionnistes dont il est question dans le présent document, l'OPEP continuera de produire à cette capacité jusqu'en 1995; après cette année, on s'attend à ce que le cartel tourne à 90 % de sa capacité de production.*

Dans son étude, le CERI argumente que la stratégie de marché de prix bas et de forte production, dont les Saoudiens sont les partisans depuis longtemps, sera la principale stratégie de l'OPEP dans les années 1990. Plusieurs membres influents de l'OPEP, notamment l'Arabie saoudite, l'Iraq, le Koweït et le Venezuela, projettent d'augmenter leur capacité de production de pétrole brut. Le tableau A16 indique les estimations des augmentations de capacité de production d'après les projets des pays de l'OPEP individuellement. Ces accroissements de capacité vont certainement nécessiter d'importants investissements en capital. Selon certaines estimations⁸, un investissement de l'ordre de 70 milliards de dollars sera nécessaire pour augmenter, au cours des 5 prochaines années, la capacité de production du Moyen-Orient de 5 millions de barils par jour. De ce chiffre, 20 milliards de dollars seront consacrés à l'accroissement de la capacité de production, et 50 milliards, au maintien de la capacité actuelle. Selon les estimations, entre 20 et 30 milliards de dollars seront nécessaires pour remettre en état les puits de pétrole du Koweït, tandis que le coût de la même opération en Iraq est incertain.

Le problème que pose la levée du capital nécessaire pour entreprendre ces projets constitue aujourd'hui un important obstacle pour les membres de l'OPEP. On prévoit que plus du tiers des besoins en capital des sociétés pétrolières d'État proviendront de prêts bancaires, une faible proportion, des réserves d'État et le reste, des entrepreneurs étrangers offrant des plans de financement. On suppose qu'une transformation et une commercialisation graduelles mèneront à terme à la privatisation et à l'ouverture du secteur des hydrocarbures à des participations étrangères dans la région du Golfe.⁹

production d'un champ de pétrole possible pendant un certain nombre de mois ou d'années sans hypothéquer les réserves de façon permanente. (Energy Policy, octobre 1992).

⁸ EMR. «Experts' Views on World Oil Markets». Hiver 1992.

⁹ W.A. Mazed, «Privatizing National Oil Companies in the Gulf». Energy Policy. Octobre 1992, pages 983 à 994.